

# GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
A L'IMPRIMERIE C. GUICHARD  
40, place de Lyon, 40  
ABONNEMENTS HORS DE LYON  
3 fr. 50 c. pour trois mois.

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE  
LIBRAIRIE MÉRA  
13, rue de Lyon, 13  
Les manuscrits ne sont pas rendus.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

## A VERSAILLES.



Eh ben, petite, pisque le patron veut que t'ailles porter ta pièce dès delà dans c't ateyer, vas-y; mais fais bien attention de pas te laisser pitrogner par ces grands galavards de Paris que voudriont t'emboimer : c'est tout de pillandrins!

## LE CHOIX D'UNE PROFESSION.

Z'enfants, si vous n'avez de miaillons à caser, je m'en vas vous donner une bonne rebrique pour leur apprendre à travailler à ne rien faire, se gonfler le gigier comme de gros bargeois et s'amasser de pignoles pour le restant de leur ézistence. Y faut les mettre dans le gouvernement, c'est un bon méquier qui là, pire que la canuserie quand elle marchait. Et pis, c'est pas comme les autres commerces, qui faut se mettre en apprentissage, payer un patron, chiner à l'ouvrage depuis la piquette du jour jusqu'à le menuit de fois qui gn'a; gn'a pas besoin d'être adroit de ses pattes, d'avoir d'aime, d'être gentil; au contraire, tant plus on est feignant, tant plus on est borniclasse, tant plus on est galapian, tarabâtre, propre à rien, tant plus aussi on a de disposition pour ce commerce. Et pis, gn'a à choisir à l'idée de tout le monde. Y en a pour un chacun. Y en a pour ceusses qu'aiment à piailler. Y montent quand y veulent dans un grand gerlot, et y peuvent japiller tout à leur aise: y sont là une tapée de mamis qui les écoutent sans débranler comme de prédicateurs, on leur z'y fait ensuite boire de tisane dans de verres à pied avè de petites cuilliers d'argent toutes neuves, à c'te seule fin qu'y s'enrhument pas, et pour ça, on leurs z'y donnent dix mille francs par an. Hein! c'est y canant? Pis qu'on n'esse pas feuré de piailler, c'est permis de dormir en place.

Y en a aussi pour ceusses qu'ont de z'agassins ou que craignent les engelures. On les y niche dans de z'appartements tout en arcajou et en dorures, carrelés en bois tant reluisant, tant uni qu'on peut pas marcher dessus sans se ficher par terre; ça c'est maginé pour qu'y se dérangent pas et qu'y restent toute la journée dans de fauteuils à ressorts à se chauffer les fumerous. Leur ovrage, c'est de faire marcher les autres, et y z'ont un mami que sine pour eusses les ordonnances, ce qui fait qu'on a pas besoin de savoir écrire dans c'te partie. Et comme y n'ont pas tant à travailler que les autres, on les paie davantage, comme de juste, 50,000 francs par an. On les appelle des menistres. Seulement gn'en a pas assez de ce méquier.

Y a encore d'approchant à ça, les parfaits que sont manquement comme de petits empereurs; pis les conseyers mulicipables: ceux là c'est pas grand chose; cent sous seulement par siance, point de gratte, le monde que sont jamais content, que vous ablagent de sottises, vous appellent serins, pille-miches, cancones, grelus, melachons, cavets, panosses, picarneux, et le reste, c'est pas drôle, allez; y par dessus le marche n'être toujours à tire cheveux avè cte grand gone mouvant de Ducarre, qu'esse mauvais comme la gâle et que vous retourne le sanque avè toutes ses anicroches et ses rebriques. Faut avoir un fameux temperament pour tenir tati et venir tous les soir chercher ses pauvres cinq francs, quand y faut avoir affaire à de z'artignols comme ça. Enfin, si on peut pas mieux faire!

Oh! c't hiver que c'était la guerre gn'avait encore mieux pour ceusses qu'aiment à se bambanner sur les grandes routes et à se faire trimballer en carrosse. On n'avait qu'à se faire mettre général: c'était commode ça, gn'avait pas tant seulement besoin de savoir parler le français, ni rien de rien.

Une supposition que vous n'avez été toute vote vie regrolleurs, herboristes, marchands de pattes ou de bonnets de coton, à attendre la pratique au fond de vote boutique, toujours la bouche en cœur, les z'œils en *pange lingua* au premier pillereau que vous achetait pour deux sous de mauve ou de réglisse, vous faites connaissance du Grambèta, que vous envoie une casquette avè deux aunes de galons tout autour, et vous velà général ou ben colonel, ça dépend ça que gn'a de galon. C'est pas plus malin que ça, et c'est vous maintenant que faites marcher le monde, que les fichez en prison quand c'est votre idée et que gn'a pas à rebriquer, autrement fusillés sans miséricorde.

Gare à vos créanciers si vous les rencontrez. Faut pas rien vous maginer que vous êtes obligé de vous battre; à l'incontraire, c'est vous que faites battre les autres. Ça serait ben dommage de faire petafiner de vestes qu'ont tant de dorures. Pendant que les gones se buchent ou ben se serrent le ventre, ou ben nettoient les écommuns, ben, vous, vous prenez la plus belle maison de l'endroit, vous dormez dans de lits de plumes, vous mangez tous les bons fricots des curés, et pis vous tâchez de faire de z'économies en rognant sur les portions des sordats militaires, qu'ont pas besoin de tant manger; pisqu'y sont faits pour se faire tuer; qu'y crèvent de faim ou ben autrement, ça senifie rien, c'est ben toujours la même chose.

Oh! cristi, le bon méquier que c'était, c'est ben dommage qu'y ne marche plus maintenant.

Demandez voir à Bordon, à Frappe-au-Lit et à Malinski, si gn'a pas mèche de se faire des rentes.

Mais enfin, quoi, c'est fini. Faut se rattrapper sur les menistres, les conseyers mule-à-six-peaux et autres parfaictures. Gn'a ben encore de quoi frere, allez, sans se déponteler les abattis. Et pis, ça que gn'a de canant c'est que gn'a point de déchet dans ces méquiers-là. Dans la canuserie, si on gâte une pièce, faut la payer; le patron, y z'y retient sus vos journées; dans le gouvernement, c'est pas ça, c'est ben plus drôle, quand même qu'on a petafiné l'ouvrage, on empoche tout de même les escalins et personne n'a rien à vous demander. Arregardez voir tant seulement Caramel: y nous a ben assez embété, y nous a assez fait de pieds-faillis, de crapeaux et de z'impanissures. Eh ben! quand il a plus voulu de la manicle, quand y n'a eu bien fait sa patte, à ce qu'on dit, ben, y s'est abadé un beau matin sans demander permission, ceusément pour sogner son atteinte de voix. Allez le chercher maintenant, si vous n'en avez de besoin.

Et le Grambèta, c'est ben plus pire. Velà une espèce de borniclasse que brasse toutes nos affaires, que fiche tout sens-dessus-dessous, saccage le monde, fait casser la frimousse à nos plus gentils garçons, mange tous nos yards; et pis, quand nous pouvons plus nous tirer d'affaires, y s'escanne et y nous laisse dans la piautre. C'était rien qu'un avocaillon de deux sous, et maintenant qu'y n'a fait tout plein de bêtises, qu'y nous a fichés dans le gaillet, y se trouve qu'y n'esse un gros bargeois. Y s'en va se pormener tout tranquillement dans les pays étrangers et y file en Espagne pour aller se chauffer au soleil comme une larmise.

Disez voir, maintenant, les gones, que c'est pas le gouvernement qu'esse le meyeur de tous les méquiers. Si vous voulez vous en rapporter à moi, mettez plus vos mioches dans le commerce, que donne tant de peine. Au lieu d'en faire de canuts, de chapeliers, de tullistes, de teinturiers, de gargottiers et de marchands de melettes, mettez-les moi menistre, parfait, député, c'est ce qui gagne le plus maintenant. Et pis, au moins, si on fait clinquaille, on n'a pas à se depillaudrer avè la meman Justice et on reste avè de quoi se mettre dans les rentiers.

Ça y est-y, les gones. Cristi, ça va-t-y être drôle, quand en France nous serons rien que de fonsionnaires avè 12,000 francs par an et de z'habits à dorure; c'est les Prussiens que vont bisquer, c'te fois. Leurs cinq myards, ça sera rien que de raves cuites en comparaison.

Cristi, quelle chenuse d'idée, ça va-t-y être canant, ça va-t-y être canant! Plus de z'ouvriers ni de négociants, rien que de rentiers et de z'empereurs!

GUIGNOL.

### CINQ MILLIARDS!...

« Là où est votre trésor, là aussi est votre cœur, » dit une parole biblique. Le *Petit Journal*, un vrai fléau moral de notre époque, justifie pleinement cette maxime. Aussitôt que les conditions désastreuses de la paix ont été connues, tandis que nous avions à déplorer notre gloire militaire disparue, notre prestige effacé, notre honneur souillé, notre sol mutilé; tandis que nous songions à tant de sang inutilement versé, à tant de larmes non encore tarées, à tant de désastres non encore réparés; tandis que nous nous sentions le cœur ému des douleurs patriotiques de nos frères de l'Alsace et de la Lorraine allemande, vendus à l'étranger, lui, le *Petit Journal*, l'instituteur du peuple, comme il se qualifie lui-même, il songeait à l'argent qu'il y avait à déboursier.

Cinq milliards! voilà ce qui le touche, voilà ce qui l'émeut, voilà ce qui l'attendrit, voilà ce qui le navre! Cinq milliards! ne lui parlez ni des victimes de la guerre, ni du jeune homme mutilé pour sa vie, ni de la vieille mère dont le foyer ne reverra plus son fils unique, ni de ceux que la mort moissonne encore dans les ambulances, ni des pauvres familles vouées à une éternelle misère parce que ceux qui leur apportaient du pain ne reviendront plus. Cinq milliards! quand on est capitaliste, quand on gagne beaucoup d'argent, quand on voudrait en gagner plus encore, qu'y a-t-il de plus effroyable? Cinq milliards? Sera-t-il maintenant facile de donner 50,000 francs par an aux Timothée Trim, aux Tony Révillon et autres pontifes du sacerdoce de l'enseignement populaire? Cinq milliards! Ne sera-t-on pas obligé de mettre moins d'or, moins de palissandre, moins de velours dans les salons de la rédaction du *Petit Journal*?

Cinq milliards! et Ponson du Terrail est mort! Cinq milliards! et les débats de l'affaire Arnaud ne dureront pas huit jours! Cinq milliards! hélas! combien faudrait-il d'Etrangleurs, de Rocamboles et de Tropmanns pour combler ce vide effroyable.

Et le *Petit Journal* est triste, et il se lamente, et il se désole, et il n'a plus même le courage d'injurier M. de Bismark, d'inventer des infamies prussiennes, ni de faire l'apothéose de Garibaldi. Il ne lui reste plus maintenant qu'une consolation, bien maigre il est vrai, et peu lucrative nous le supposons, d'être le Moniteur favorisé et officieux de notre conseil municipal. Mais hélas! cinq milliards! la gloire et la faveur des grands peuvent-ils compenser l'argent? **Aboussin**

Cinq milliards!!!

DÉMOPHILE.

### A Monsieur Hodiou.

Nous vous tenons, Monsieur, pour honnête homme et vous connaissons pour tel depuis longtemps; c'est justement pour cela que nous ne pouvons nous empêcher de vous signaler l'inopportunité, l'inexactitude, pour ne pas dire plus, des opinions que vous formulez depuis tantôt six mois. Que vous ayez été un avocat plein de zèle du plébiscite du 8 mai, c'était votre droit et le rôle d'un conservateur un peu trop timoré; mais qu'après avoir affiché tant de zèle, vous vous soyez abandonné plus tard, lors de la catastrophe de Sedan, contre l'empereur tombé, à une intempérance de langage que le bon goût lui-même réprouvait, c'est ce qui nous afflige profondément. Si ce n'était une tâche trop longue, nous ferions passer sous vos yeux ce que vous avez écrit à différentes époques; vous seriez certainement étonné vous-même des contradictions radicales dans lesquelles vous êtes tombé. Nous prenons la liberté de vous les rappeler, car la logique, en certaines circonstances, n'est rien autre chose que de l'honnêteté et le manque de mémoire un crime.

Ces réflexions nous sont revenues à l'esprit plus vivement que jamais en lisant un de vos articles, inséré dans le *Courrier* du 7 mars. Nous aurions beaucoup de reproches à vous faire à ce propos, mais nous craignons de revenir sur un sujet que nous n'abordons jamais qu'avec déplaisir, parce qu'il nous force à des redites fastidieuses. Nous vous ferons seulement une seule question à propos de la phrase suivante que vous avez écrite: « Il n'y a et il ne peut y avoir en France qu'un seul vrai et national drapeau, toujours permanent, toujours debout, c'est le drapeau tricolore... C'est l'unique drapeau de la nation, entendons-le bien. »

Eh! quoi, Monsieur, croiriez-vous par hasard que la France ne date que du 20 juin 1791? Avez-vous renié la France de 1789, la France des immortels principes, la France libérale, la France du progrès social et politique, la France des idées fécondes et généreuses, la France qui savait maintenir l'équilibre entre la liberté et l'autorité, qui avait le sentiment du droit et du devoir, et qui était dévorée du zèle de la justice et de la vérité? A cette France de 1789, préférez-vous la France, des mauvais jours de la Terreur, préférez-vous la France corrompue du Directoire, préférez-vous la France du Sénat conservateur, à plat ventre devant l'homme de la guerre d'Espagne et de la campagne de Russie?

Et si, Monsieur, ces sentiments sont devenus les vôtres, veuillez nous dire s'ils ont été ceux de votre père?

Non, et nous comprenons bien votre pensée. Mais nous vous dirons justement, à ce propos, que les intentions les plus honnêtes ne justifient jamais les moyens qui ne le sont pas; que le zèle d'une cause que l'on croit juste n'autorise pas à se servir du mensonge, de la calomnie et de la trahison; qu'au-dessus de tous les petits calculs d'habileté et de savoir-faire, il y a une grande loi providentielle qui, de toutes les institutions humaines, ne laisse subsister que celles qui sont fondées sur la stricte équité.

Cette loi, Monsieur, vous comme bien d'autres gens honnêtes, vous la méconnaissiez, et aussi les ruines s'accumulent sur vous; c'est en vain que vous essayez de rétablir l'édifice fragile de nos institutions politiques et sociales fondées sur le sable mobile de l'égoïsme et du mensonge, il est renversé avant qu'une seule génération ait vu sonner sa dernière heure.

Et ce mépris de la loi morale ne s'est pas borné à quelques-uns, il a envahi toutes les classes du haut jusque en bas de l'ordre social. Il n'a échappé à la contagion que quelques familles austères, restées en dehors de ce mouvement fatal. La nation tout entière en est venue à perdre le sens moral, le sentiment des principes de l'honnêteté politique. Aussi, après avoir fatigué et scandalisé le monde de cette dépravation, un jour, au premier choc, la France s'est écroulée, sans laisser même dans sa chute ces grands débris de patriotisme, d'honneur national des peuples qui succombent sous les coups de la fortune, mais restent vivants par l'intelligence, par la morale et par le cœur.

Ce spectacle désolant, nous le voyons, Monsieur, et nous ne sortirons ni de cette fange, ni de cette abîme, tant que nous ne reviendrons pas nous soumettre à cette grande loi de vérité, de justice, d'équité même, et surtout envers nos adversaires, tant que nous ne reconnaitrons pas qu'il y a une morale politique, comme il y a une morale religieuse et personnelle, tant que ceux qui se disent et qui sont, nous l'avouons, honnêtes gens, ne reconnaitrons pas que, dans un état, il faut autre chose que de l'honnêteté privée, et que l'honnêteté du citoyen n'est pas moins indispensable; nous ne nous relèverons pas de notre chute, nous ne nous dégagerons pas de l'impasse où nous sommes engagés depuis 80 ans, tant que nous ne briserons pas avec les principes mauvais qui nous y ont jetés, tant que nous ne renoncrons pas à nos doctrines mensongères, égoïstes et hypocrites, tant que les hommes d'ordre ne comprendront pas que l'ordre matériel n'est qu'un sépulcre mortel sans l'ordre moral, tant que les conservateurs ne s'inquiéteront pas des droits de leurs adversaires et ne viendront pas loyalement les aider, les éclairer, les guider dans l'œuvre qu'ils ont entreprise: œuvre d'intérêt commun malheureusement égarée dans sa marche, œuvre

interrompue, il y a 80 ans, par le crime d'une faction égoïste, œuvre qu'il est de notre devoir de reprendre si nous ne voulons périr, mais qui ne deviendra féconde que si nous revenons franchement aux principes de justice, de morale, de vérité que nous avons lâchement trahis et abandonnés.

LEO.

EST-CE VRAI ?

Les légions d'Alsace et de Lorraine seraient actuellement, nous dit-on, l'objet d'une mesure d'économie qui, si elle s'accomplit, doit révolter la conscience, non-seulement des bons citoyens, mais des honnêtes gens de tous les pays.

Croirait-on que les soldats de ces malheureuses légions licenciées, après avoir été désarmés, ont été dépouillés de leurs sacs, sont menacés même d'être privés de leurs vêtements et ne peuvent rentrer dans leur pays qu'à leurs frais, sans la moindre indemnité de route. S'ils veulent obtenir le moindre secours, ils doivent s'engager à ne pas rentrer dans leurs foyers. Après que la France les a livrés à l'ennemi, il faudrait, suivant le bon plaisir de M. Valentin, qu'ils renient leurs familles.

Oh ! comme tout cela est habile ! comme tout cela est honnête ! comme tout cela est loyal ! comme tout cela est héroïque. La France a déclaré solennellement qu'elle n'avait ni la force, ni l'énergie, ni le courage de défendre les Alsaciens, et, d'autre part, les hauts fonctionnaires de la République française, refusent à ces malheureux jusqu'aux moyens de vivre. On les a privés d'une patrie, on veut maintenant les priver de leurs familles ! Le bon moyen de se conserver l'affection des provinces abandonnées et de combattre la propagande et l'influence allemandes. Ce n'est pas seulement une injustice, c'est une maladresse.

DÉMOPHILE.

BIBLIOGRAPHIE (\*).

*Le Drame de Lyon, assassinat du commandant Arnaud, d'après des documents authentiques*, par un avocat. Lyon, Jossierand, place Bellecour, 3. — Cette brochure, écrite par un avocat, devait être, ce semble, un plaidoyer ; c'est, en réalité, un violent réquisitoire. Il s'y trouve néanmoins une pièce intéressante : le programme des sections républicaines. Pour tout le reste, quoique écrit « d'après des documents authentiques », ce court travail est entaché d'assez nombreuses erreurs, et surtout d'une partialité qui se manifeste par des expressions fâcheuses. Nous avons été arrêtés dès les premières lignes : « Autojine Arnaud était né à Culos (Ain), » nous apprend l'auteur, et plus loin, il ajoute qu'il était Lyonnais. Cela nous a suffi, car souvent c'est par d'aussi minimes détails que l'on peut juger de la valeur d'un écrit.

Rien de plus fatal que l'erreur pour le succès d'une cause. Nous en avons fait et nous en faisons encore la triste expérience, sans que les douloureuses leçons que nous venons de recevoir nous aient encore corrigés. Voici, par exemple, une autre brochure, *l'Alsace à la France*, par un magistrat alsacien, (Lyon ; Jossierand.) — Dès les premières lignes, l'auteur a compromis sa cause en débutant par des erreurs historiques et des inventions pueriles. A en croire l'auteur, l'Alsace aurait originairement fait partie de la Gaule et aurait été peuplée d'une race antipathique aux Teutons. Il ne remarque pas que la Gaule n'a été qu'une division administrative romaine, et qu'avant la conquête, c'était une classification géographique arbitraire, sous laquelle les Romains avaient réuni des peuples de race, de mœurs, de langues et d'institutions différentes. Quant à l'Alsace, elle appartenait si bien par le sang aux Tudesques, que dans les divisions ultérieures opérées par le gouvernement romain, elle forma une division sous le nom de deuxième Germanie. Vouloir contester cette vérité, c'est faire douter de sa bonne foi historique, et mettre en suspicion tout un travail et toute une argumentation. L'explication que l'auteur imagine pour les armes de Strasbourg, dont la bande rouge serait, d'après lui, un souvenir du passage d'Attila, la traduction du nom de la ville, qu'il interprète ville de la route, au lieu de château de la route, et qu'il rattache au même événement, tout cela est tellement faible, que l'on ne sent pas même le désir d'en signaler la fausseté. Pour nous, cela nous a suffi à nous arrêter dans la lecture de cet opuscule, malgré la bonne opinion que nous en avions d'abord, malgré tout l'intérêt que nous portons à cette question, qu'il serait si facile de défendre au point de vue politique et historique, en se basant sur des considérations sérieuses et élevées.

C'est chose malheureuse que l'insuffisance avec laquelle sont traitées les plus graves questions. Et ce mécontentement nous poursuit encore en parcourant la seconde partie du livre de M. de Gravillon, *le Pour et le Contre*, dont nous avons précédemment critiqué la première. M. de Gravillon, qui est un homme d'esprit, n'a pu néanmoins sortir de la mauvaise voie où il s'était engagé dès le début. Après avoir étudié le système monarchique, en flétrissant les vices de certains rois, il fait aujourd'hui le procès aux Républiques, en faisant la peinture des crimes de certains républicains. C'est absolument le raisonnement de quelqu'un qui prétendrait apprécier une profession en étudiant la conduite personnelle de quelques individus qui l'exercent, et qui condamnerait le notariat, parce qu'il y a eu des notaires qui ont été condamnés par prévarication, ou bien qui proscrierait l'industrie de la soierie, parce qu'il y a des fabricants qui font faillite.

(\* Guignol illustré rendra compte de tous les ouvrages publiés en province, dont il lui sera remis des exemplaires.

Au fond de la question, M. de Gravillon se montre républicain, et nous n'en sommes pas étonnés, il y a longtemps que nous le considérons comme tel : appartenant à l'aristocratie, jouissant d'une grande fortune, il ne peut pas être autre chose que républicain.

Nous ne sommes pas de ces naïfs, qui voient toujours une affinité entre la démocratie et la république. C'est le contraire qui est exact : toute république est aristocratique, et nous ne sommes pas du tout étonnés de voir le duc de Noailles faire une profession de foi républicaine. L'essence même de cette forme gouvernementale est nécessairement, inévitablement aristocratique ; elle ne peut pas être autrement. Il y a plus : ce sont les aristocraties seules qui font les révolutions, le peuple ne fait que des émeutes passagères et sans résultat. Quand le peuple combattant dans les rues parvient à renverser un gouvernement, c'est qu'il n'est que l'instrument d'un parti aristocratique. Que l'on consulte l'histoire, non-seulement de la France, mais de tous les peuples ; non-seulement du passé, mais de l'époque actuelle, et l'on trouvera la confirmation constante du principe que nous posons. C'est, en effet, le principe philosophique, la loi morale qui règle l'existence des nations, et qui la réglera toujours, tant que les conditions psychologiques de l'humanité ne seront pas modifiées.

Il faut en convenir, nous en sommes, au point de vue des études sociales et politiques, tout à fait terre-à-terre, et nous ne savons pas nous élever, ni promener sur ce vaste tableau un coup d'œil profond qui en saisisse les grandes lignes et l'ensemble. Seul, le parti socialiste apporte dans ses études ces vues générales qu'exigent les questions politiques. Jusqu'à présent, dans toutes les publications qui ont paru dans les circonstances présentes, nous n'en avons trouvé qu'une seule qui ait ce caractère philosophique et qui témoigne des tendances à aller au fond des choses, pour en scruter les secrets et en découvrir les ressorts ; c'est un opuscule de moins de 100 pages : *la Révolution Lyonnaise depuis le 4 septembre*, par M. Louis Garel, secrétaire du comité de salut public ; il s'y rencontre bien quelques erreurs, particulièrement en ce qui concerne la question militaire et l'attitude des généraux Mazure et Espivent ; mais l'ouvrage n'en est pas moins sérieusement écrit. On ne saurait bien connaître cette période intéressante de notre histoire sans le consulter avec toute l'attention qu'il mérite ; ajoutons cependant que cette lecture ne saurait convenir à tous les esprits, et que pour en tirer profit, il faut être dépouillé de bien des idées étroites et enracinées. Pour la plupart des lecteurs, cet ouvrage ne peut exciter chez les uns qu'un engouement exagéré, et chez les autres qu'une irritation, une répulsion invincible. En ce qui nous concerne, nous regrettons d'avoir trouvé chez l'auteur, qui paraît cependant doué de beaucoup d'indépendance dans les idées, d'y avoir trouvé certains préjugés vulgaires, dont nous aurions aimé à le voir se dépouiller. Il est vrai de dire que ces préjugés se sont profondément ancrés dans le parti démocratique ; mais M. Louis Garel nous permettra de lui dire que les tendances anti-spiritualistes, que la démocratie a dû devoir arborer, lui seront fatales et demeureront un obstacle invincible aux progrès social et politique dont elle poursuit la réalisation.

DU VERDIER.

MITRAILLEUSES.

Nos braves mobiles de Belfort sont revenus du siège avec un tic tout particulier. C'est une affection nerveuse, qui tient un peu de la danse de Saint-Guy. Si, par hasard, le son rauque d'une trompette ou d'un cornet à bouquins vient à se faire entendre, vous les voyez immédiatement, comme poussés par un ressort invisible, courber la tête, plier les épaules et s'incliner brusquement vers la terre, les mains étendues en avant. Ils se relèvent, se mettent à rire ; mais, si le même bruit se fait entendre, ils recommencent la même gymnastique.

Voici l'explication de ce phénomène. Il y avait à Belfort des guetteurs, qui épiaient les batteries ennemies et annonçaient, par le son du cor, la chute prochaine des obus ennemis. A ce signal, il était prudent de se jeter à terre, et l'on y restait étendu jusqu'à l'explosion du projectile. L'artillerie prussienne avait si bien, par la multiplicité de ses coups, propagé cet exercice, qu'il était devenu tout à fait familier à la garnison de Belfort. On avait même trouvé une dénomination spéciale ; on disait *faire Gustave* pour se jeter à plat ventre. Grâce à tout cela, le souvenir des bombes prussiennes et du signal qui les annonçait est si bien resté dans l'esprit de nos mobiles, qu'on les voit ainsi sur le point de *faire Gustave*, dès qu'ils entendent un bruit qui leur rappelle la trompette du veilleur du Château.

On ferait d'ailleurs un dictionnaire de toutes les locutions qui avaient cours pendant le siège. Il y en a de grotesques, il y en a de risibles, il y en a de tristes. Entre ces dernières est celle-ci : *Aller se promener à la Miotte*.

Entre les deux forts de la Justice et de la Miotte se trouve un ravin qui avait été choisi pour lieu de sépulture des soldats de la garnison. C'est là que l'on portait dans un tombereau les corps de ceux qui avaient été tués ou qui avaient succombé. C'est ce

lugubre voyage que l'on désignait par cette périphrase d'une gaité funèbre. Et plus d'un jeune mobile sent encore son cœur se serrer, quand on parle d'aller se promener... à la Miotte !

A propos de morts et de blessés, rappelons quelques chiffres qui feront apprécier, à sa juste valeur, l'héroïsme tant vanté de la garde nationale de Paris. Cette garde nationale incomparable, qui dispose encore à Montmartre de 417 pièces d'artillerie, à ce que l'on assure, qui compte plus de 400,000 hommes sous les armes, qui avait bourré ses gibernes de cartouches, qui avait juré d'empêcher l'armée prussienne d'entrer à Paris, qui, pour preuve de son courage, avait noyé la veille un agent de police, et qui, le lendemain, laissait pénétrer jusqu'à la place de la Concorde 2,000 Bavares seulement, cette invincible garde nationale a eu pendant toute la durée du siège 300 hommes tués ou morts de leurs blessures, moins que nos 12 à 15,000 Lyonnais, dans une campagne de quelques semaines.

300 hommes en quatre mois, pour 4 à 500,000 hommes, c'est bien peu, dira-t-on ; la garde nationale parisienne n'en demeure pas moins la première des gardes nationales, et la preuve, c'est qu'elle a coûté, pendant ces quatre mois, autant qu'une armée de 1,500,000 hommes en campagne. Oui, autant qu'un million cinq cent mille hommes de troupes régulières et de bonnes troupes ! Donc, elle doit les valoir, ou bien le gouvernement de la défense nationale était en complète démenche. Il n'y a pas à sortir de là.

N'importe, cette perte de 300 hommes jette un froid sur notre admiration, et au point de vue de l'ardeur belliqueuse, nous serions tentés de mettre les gardes nationaux de Paris sur le même pied que nos nouveaux gardes urbains, dont le zèle est loin d'être proverbial. Ils ont cependant leur célébrité, et grâce à l'ornement brodé sur leurs képis, ils ont déjà été baptisés, et on ne les appelle plus que *les soldats de la Tour-Pivrat*. Quelle idée aussi de désigner leurs fonctions par une couronne murale.

LÉGION.

Correspondance.

*Un lecteur, à Saint-Marcellin.* — Merci de votre renseignement. Pensez-vous qu'il puisse modifier le sens de ce que nous avons écrit, et qu'il y ait lieu à une rectification ?

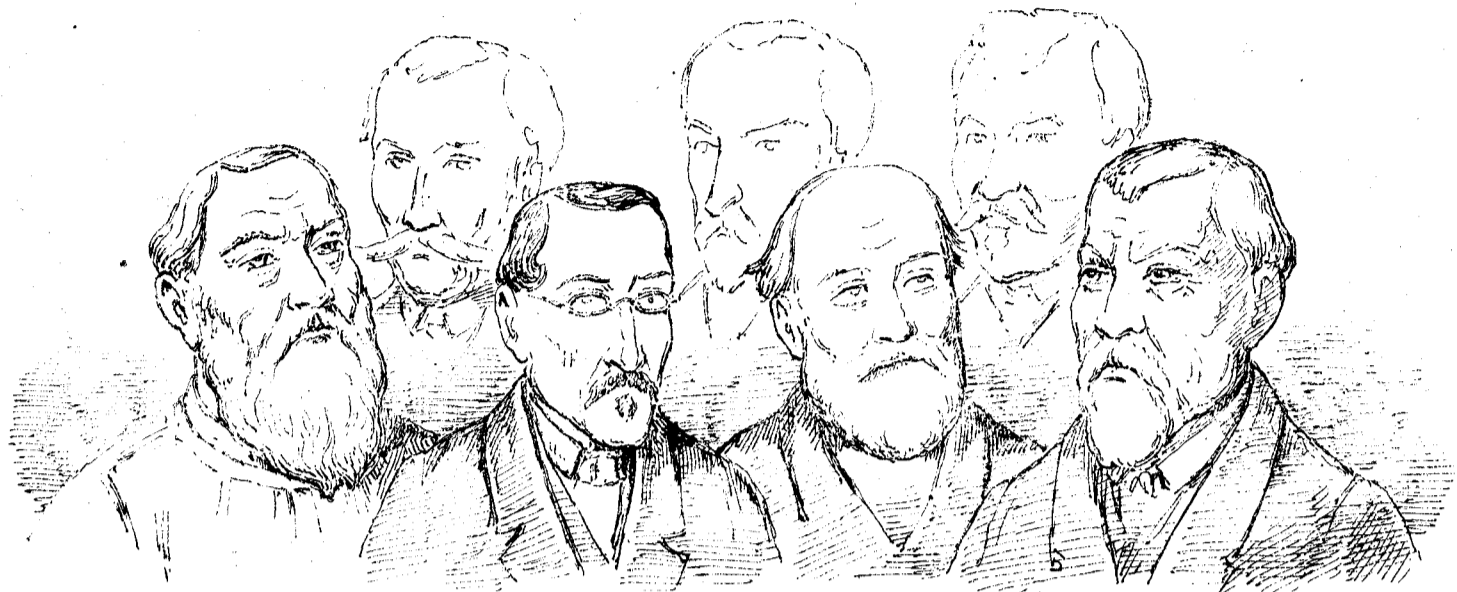
*Démocrite Batanclat.* — T'as pas compris, petit. Je te dis que faut pitrognier ensemble ça tien et ça mien, et c'te rata-touille sera l'affaire que te chérches. Patience, quand l'auras bien lu et encore relu mon papier à racontages, te décamoteras le bourron un de ces quate matins. T'as ben une si bonne platine ; où donc que te n'as fait ton inducance ?

*Némésis.* — C'est une histoire bien intéressante et bien instructive que la vôtre ; on peut y recueillir des enseignements d'une haute importance et nous en prenons note. Nous vous rappelons votre promesse de nouvelles communications. Une observation à propos d'un sujet bien différent : la Nature n'est pas éternelle ; l'humanité finira un jour ; la terre deviendra, à une époque plus ou moins éloignée, inhabitable ; elle est destinée, elle marche à une destruction à peu près certaine ; et si l'on examine les lois physiques qui gouvernent l'univers, on est forcément conduit à reconnaître que cet ordre admirable se troublera un jour et amènera l'antécédentement du monde tel que nous le connaissons. Reste à savoir si une autre loi n'existe pas qui sera capable de rétablir un ordre nouveau. Réfléchissez à cela.

*Erratum.* — Vous avez parfaitement rectifié la phrase, c'était le contraire que nous avions voulu dire ; la comparaison des deux sommes suffit à constater le *lapsus calami*. A cette occasion, nous complétons nos calculs par une estimation antérieure. Avant l'unité allemande amenée par la guerre de 1870, la Confédération du Nord, la seule qui put lutter avec nous, ne comptait que 30,471,873 habitants, l'avantage était donc pour la France de 7,595,191.

*Mistress Unknown.* — You are right in what concerns the misprints. I do not suppose you are a woman nor do you belong to the English nation ; though you speak the language well. — Once more I hate the *multicolor* standard because it is sullied with blood and dirt, it came from the Paris despotism and its first exploits were the 10<sup>th</sup> of August and the september slaughter. All its glory proceeded from the military despotism of the first Empire ; it again appeared on the barricades waving in the hands of the hypocritical faction which helped by foolish democrats, sought to make political capital out of it ; it ended and deserved it in the shame of Metz, of Paris and of Sedan. Its part must be put an end to or we must be posted up as having neither shame nor the slightest sense of dignity. I never considered it as the standard of France but only as the flag of a party who abused of France and I am quite convinced we shall never again tread in the path of liberal progress until we are rid both of the tyranny of Paris and of its tricolor symbol. — I told you to read attentively not only the article you speak of, but all those we published on the subject, especially those contained in the fifth and sixth numbers.

Le Gérant, VIBERT.



RIVIÈRE

DELOCHE

LAMY

MASSON

LAPLACE

BARBIER

LES PRINCIPAUX ACCUSÉS DE L'AFFAIRE ARNAUD (d'après des croquis pris à l'audience).

Les prévenus de l'affaire Arnaud.

L'affaire Arnaud présente un caractère tout particulier qui ne rappelle en rien aucun autre procès criminel. Ce ne sont pas ici des malfaiteurs, des hommes déjà signalés par des antécédents, ce sont des ouvriers, des pères de famille, des hommes que l'on aurait même pas cru capables d'aucun acte de violence. Les accusés, les témoins, la victime elle-même, tout semble fondu dans le même moule. C'est le même esprit, le même caractère, ce sont les mêmes mœurs, les mêmes habitudes, les mêmes tendances, les mêmes sentiments. Il semble que le drame se soit passé en famille. C'est même ainsi qu'ils l'ont évidemment compris. Il ont pensé régler par eux-mêmes leurs propres intérêts, juger et prononcer sur des questions qui les intéressaient exclusivement et auxquelles personne n'avait rien à voir. Ils ont jugé un des leurs, il l'ont condamné, et ils se sont crus en droit d'exécuter leur sentence. Plus la cause se développe, plus elle prend ce caractère étrange, plus elle découvre dans la pensée de ceux qui ont commis le crime la conviction profonde qu'ils remplissaient un devoir, plus aussi il en ressort incontestablement, et le commissaire du gouvernement lui-même l'a reconnu implicitement, que le meurtre du commandant Arnaud était, non pas l'acte de quelques individus isolés, mais le fait de toute une population. Il devient maintenant indubitable, comme

nous l'avons dit et répété souvent, que le meurtre du commandant Arnaud a été ordonné et exécuté moralement par toute la population de la Croix-Rousse.

Il ne faut point se récrier, alléguer l'impossibilité de ce fait; il est constant et il s'explique facilement. Pour quiconque connaît l'esprit populaire, l'impressionnabilité des masses, la facilité avec laquelle elles s'émeuvent, l'excès avec lequel se manifestent leurs passions, l'émotion populaire dont le malheureux commandant a été la victime n'a rien de surprenant. Il est facile de se l'expliquer, comme il est facile de comprendre le sentiment opposé qui, quelques jours après, lui a succédé.

La foule est un être privé de raison; quelle que soit l'intelligence des hommes qui la composent, cette intelligence disparaît complètement. Toute faculté de raison s'efface, et il n'y reste de l'âme que les impressions aveugles et les sentiments passionnés. Il est inutile de faire appel ni à l'intellect ni à la logique, on ne peut diriger l'action de cet animal furieux qu'en détournant ses emportements par d'autres emportements, en étouffant sa passion par une autre passion.

Il est vrai seulement que, pour en être venu à un pareil excès, ces hommes, ces pères de famille, ont dû être livrés à une surexcitation extraordinaire et les sentiments d'humanité avaient dû, depuis longtemps, être usés par une action funeste et délétère. C'est là ce que nous avons

déjà répété plusieurs fois, que les premiers et les plus grands coupables ne sont pas ceux qui sont assis aux bancs des accusés. Les journaux qui ont perverti le sens moral du peuple, qui l'ont abruti par des théories niaises et absurdes, qui ont émoussé en lui la sensibilité par des récits et des tableaux sanglants et ignobles, des exploits de héros de bagne, des compte-rendus écœurants de cours d'assises, ces journaux ont chargé les fusils qui ont tué le commandant Arnaud; ils ont mis des armes aux mains de ces enfants, qui se sont trouvés des meurtriers de 15 ans. Enfin, les publicistes qui ne cessaient d'exciter la population par des attaques violentes contre nos généraux; ces fonctionnaires qui, pour cacher leur incapacité, ne cessaient de crier à la trahison; ces énergumènes qui proclamaient le massacre, l'égorgeement et l'assassinat comme des moyens de victoire, ces écrivains ont été les auteurs immédiats et directs de cette sanglante catastrophe, et ce n'est pas malheureusement le seul crime dont il ait été la cause. On ne saurait croire combien d'atrocités, combien de malheurs épouvantables ont été occasionnés par les excitations de certains journaux. Aussi ne craignons-nous pas de dire que la morale et l'intérêt publics demandent à cet égard une répression éclatante et sévère, plus urgente que celle dont on veut frapper les insensés qui ont fusillé Arnaud.

Le mécanisme de l'avant-bras.

Ce n'est pas sans hésitation que nous abordons aujourd'hui une question d'anatomie. On vit en France dans une telle ignorance des choses de ce genre, on y porte si peu d'intérêt, qu'en parler, c'est s'exposer à endormir ses lecteurs et s'attirer le reproche de pédantisme.

L'autopsie du corps du commandant Arnaud nous offre une occasion toute naturelle d'aborder un tel sujet, et, puisqu'on a cité dans les journaux des termes d'anatomie, il n'est pas inutile d'en expliquer quelques-uns, ne fût-ce que pour éviter d'écrire, comme le *Petit Journal*, ravis pour radius, apophyse mastoïde au lieu de mastoïde.

Si l'on appuie le doigt derrière l'oreille, on rencontre une proéminence osseuse très-sensible, c'est l'apophyse mastoïde, dont le nom signifie: en forme de mamelon. Elle sert d'attache à l'extrémité supérieure du muscle le plus important du cou, et que l'on sent très-facilement se raidir, lorsque l'on tourne la tête ou qu'on s'incline latéralement. Ce muscle, qui s'étend obliquement de l'apophyse mastoïde, derrière l'oreille, jusqu'à la base antérieure du cou, porte le nom de sterno-mastoïdien, en raison des points qui lui servent d'attache.

Le radius est un des deux os de l'avant-bras, et joue un rôle très-important dans ses mouvements. L'avant-bras est doué d'un mouvement de rotation sur lui-même, que ne possède aucun autre membre

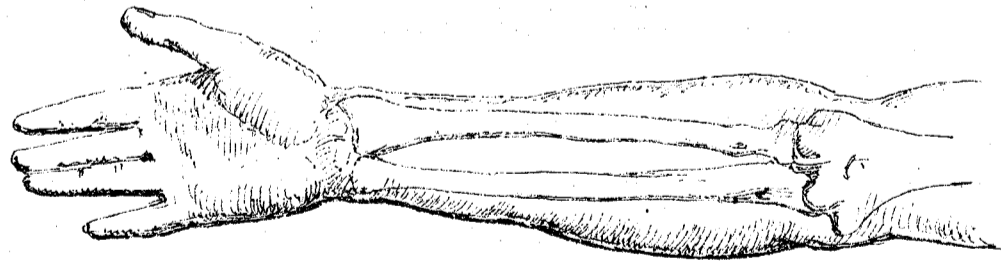


Fig. 1.

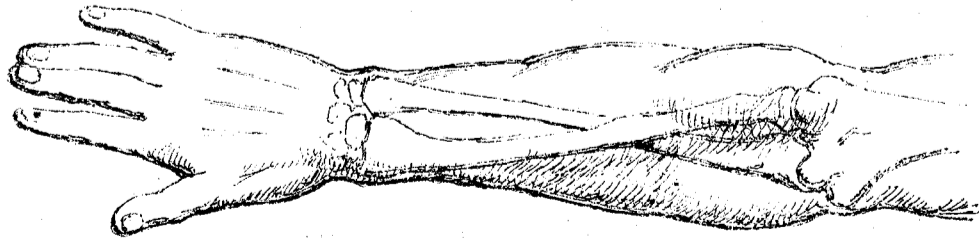


Fig. 2.

du corps, et ce mouvement s'opère par un mécanisme d'une admirable simplicité et qui est une merveille de cette autre merveille que l'on appelle le corps humain.

Des deux os de l'avant-bras, l'un, le cubitus (coude), s'articule par emboîtement avec l'os du bras, le second, au contraire, le radius, est simplement juxtaposé. Lorsque l'on tient le bras étendu, la paume de la main tournée en haut, le coude est en-dessous du bras et les deux os sont parallèles, comme le montre notre première figure. Dans cette position, on peut, et sans bouger le coude, retourner complètement la main, de manière à ce que le dos se trouve en-dessous et la paume en-dessous (figure 2). Or, voici ce qui se passe alors. Le cubitus étant emboîté dans l'extrémité inférieure de l'humérus, ne peut tourner sur lui-même; il subit seulement un déplacement latéral du côté du poignet, mais, au contraire, le radius pivote sur lui-même et autour du cubitus, sur lequel il se croise en entraînant toute la main avec lui. C'est à cette faculté particulière de rotation qu'il doit son nom de radius (rayon), et s'il vient à s'ankyloser, il est impossible de tourner la main ni le poignet.

Nos figures montrent dans ces deux situations la forme et la disposition des os. Le cubitus est celui qui est du côté du petit doigt, le radius, au contraire, s'articule au poignet dans la direction du pouce.